

Gelet op het belang, voor de verzekeringsondernemingen, om een minimale marge te kunnen behouden tussen de rente die zij minimaal moeten aanbieden op de aanvullende pensioensverzekeringen, enerzijds, en de maximale rente die zij mogen aanbieden op de levensverzekeringen van lange duur, anderzijds,

Besluit :

**Enig artikel.** De maximale technische rentevoet voor levensverzekeringsovereenkomsten bedoeld in artikel 216, § 1, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekerings-ondernemingen, wordt behouden op 2 %.

Brussel, 22 september 2016.

K. PEETERS

Vu l'importance, pour les entreprises d'assurance, de pouvoir conserver une marge minimale entre le taux d'intérêt qu'elles doivent proposer au minimum sur les assurances pension complémentaire, d'une part, et le taux d'intérêt maximum qu'elles peuvent proposer sur les assurances-vie de longue durée, d'autre part,

Arrête :

**Article unique.** Le taux d'intérêt technique maximum pour les contrats d'assurance sur la vie, visé à l'article 216, § 1, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, est maintenu à 2 %.

Bruxelles, le 22 septembre 2016.

K. PEETERS

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205146]

**26 MAI 2016. — Décret relatif à la réparation de certains dommages  
causés par des calamités naturelles publiques (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° calamités naturelles : phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible ayant provoqué des dégâts importants et qui répondent aux critères de reconnaissance arrêtés par le Gouvernement;

2° propriétaire d'un bien : celui qui, au moment de la calamité, est, soit propriétaire, copropriétaire ou nu-propiétaire, soit titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie, soit locataire ou acquéreur d'un bien faisant l'objet d'un contrat de "location-vente" ou d'un contrat de vente à tempérament;

3° biens agricoles et horticoles : machines, outils, clôtures et terrains, semences, bétail, cheptel, volailles, poissons, plantations, cultures, récoltes et produits à usage agricole ou horticole, dont l'usage est professionnel.

CHAPITRE II. — *Champ d'application*

**Art. 2.** Sauf dans les cas où la réparation est organisée par une législation particulière ou par des conventions internationales, les dommages directs, matériels et certains, causés sur le territoire de la Région wallonne à des biens corporels, meubles ou immeubles, par les calamités naturelles publiques, donnent lieu à une aide à la réparation sous les conditions prévues par le présent décret.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup> Le Gouvernement fixe les critères de reconnaissance des calamités publiques.

§ 2. La reconnaissance de la calamité fait l'objet, pour chaque phénomène naturel, d'un arrêté du Gouvernement. Celui-ci délimite l'étendue géographique, temporelle et le type de phénomène naturel de la calamité.

**Art. 4.** L'introduction d'une action en responsabilité en vue de la réparation du chef de dommage définie à l'article 2 ne fait pas obstacle à l'obtention de l'aide à la réparation.

**Art. 5.** Les personnes qui ont contribué à la survenance des dommages sont exclues du bénéfice de l'aide à la réparation prévue par le présent décret, dans la mesure où cette survenance est due à leur fait ou à leur négligence.

CHAPITRE III. — *Bénéficiaires de l'aide à la réparation*

**Art. 6.** Le droit à l'aide à la réparation naît, au moment du dommage, dans le chef de celui qui, à ce moment :

1° est propriétaire du bien visé à l'article 8;

2° exploite le bien visé à l'article 8 en cas de dommages aux biens agricoles et horticoles lorsqu'il s'agit de plantations ou de récoltes.

**Art. 7.** Sont admises au bénéfice de l'aide à la réparation :

1° les personnes physiques qui, à la date de la calamité, ont en Région wallonne une résidence habituelle ou une propriété immobilière;

2° les personnes morales qui ont, à la date de la calamité, leur siège social ou un lieu d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE IV. — *Biens indemnisables*

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions de l'article 9, peuvent seuls donner lieu à l'aide à la réparation organisée par le présent décret, les dommages causés aux biens corporels, meubles ou immeubles, définis ci-après :

- 1° les biens immeubles bâtis;
- 2° les locaux mobiles servant d'habitation;
- 3° les biens meubles d'usage courant ou familial, conformément aux règles arrêtées par le Gouvernement;
- 4° les autres biens corporels meubles, à l'exclusion des titres de produits financiers de placement et espèces, lorsqu'ils sont affectés en Région wallonne :
  - a) soit à l'exploitation d'une entreprise industrielle, artisanale, commerciale, agricole ou horticole;
  - b) soit à l'exercice de toute autre profession;
  - c) soit aux activités d'un établissement public, d'un établissement d'utilité publique, d'une association sans but lucratif ou d'une fondation;
- 5° les biens agricoles et horticoles;
- 6° les peuplements forestiers;
- 7° les biens relevant du domaine public des personnes morales énumérées à l'article 23.

Les biens ainsi définis comprennent les produits de l'exploitation, de la profession ou des activités visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 6°.

**Art. 9.** Sont exclus de l'application du présent décret, les dommages suivants :

- 1° les dommages causés :
  - a) aux plantations et cultures lorsque les dommages sont dus à la grêle;
  - b) aux biens ou parties de biens à caractère somptuaire ;
  - c) aux navires et bateaux, tels que définis aux articles 1<sup>er</sup> et 271 du Livre II du Code de commerce;
  - d) aux véhicules automoteurs de moins de cinq ans;
- 2° les dommages esthétiques : dommages qui n'affectent pas l'usage normal du bien sinistré. Les dommages aux biens corporels, immeubles ou meubles, causant un préjudice matériel de types touristique, architectural ou symbolique qui porterait sur un bâtiment ou un lieu classé ne constituent pas des dommages esthétiques au sens du présent décret;
- 3° les dommages qui sont dus à un incendie ou à la foudre ou à une explosion;
- 4° lorsque les phénomènes naturels reconnus sont, conformément aux articles 123 et suivants de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, des pluies abondantes ou des inondations ou des débordements ou des refoulements d'égouts publics ou des tremblements de terre ou des glissements, affaissements de terrains, les dommages relatifs :
  - a) aux biens qui constituent des risques simples au sens de l'article 5 de l'arrêté royal du 24 décembre 1992 portant exécution de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre;
  - b) aux biens agricoles et horticoles qui peuvent être couverts par un contrat d'assurance risques simples tels que les récoltes engrangées, les cheptels vifs dans les bâtiments, le matériel en bâtiment.
- 5° lorsque les biens endommagés visés à l'article 8 appartenant à des personnes morales, peuvent être couverts par un contrat d'assurance.

CHAPITRE V. — *Procédure d'indemnisation**Section 1<sup>re</sup>. — Introduction et recevabilité de la demande*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide à la réparation est adressée à l'Administration. Elle doit être signée par le demandeur ou par son représentant légal.

Si la demande est signée par un mandataire, ce dernier doit, dans tous les cas, faire précéder sa signature de la mention des personnes qui l'ont mandaté.

Le demandeur introduit une demande par calamité reconnue par le Gouvernement pour l'ensemble des biens sinistrés qui lui appartiennent.

Les biens sinistrés indivis peuvent faire l'objet d'une demande conjointe qui sera introduite par les copropriétaires ou leur mandataire.

Lorsque l'assemblée des copropriétaires a nommé un syndic, il appartient à ce dernier d'introduire la demande d'aide à la réparation des dommages communs.

Les époux et cohabitants peuvent introduire une seule demande pour l'ensemble de leurs biens.

§ 2. La demande d'aide à la réparation est introduite avant l'expiration du troisième mois qui suit celui au cours duquel a été publié au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement wallon portant reconnaissance d'une calamité publique.

Lorsque la demande d'aide à la réparation est introduite par une personne morale de droit public pour des biens privés, elle doit être introduite avant l'expiration du sixième mois qui suit celui au cours duquel a été publié au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement wallon portant reconnaissance d'une calamité publique.

§ 3. La demande d'aide à la réparation doit être introduite dans les formes et suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 4. La demande d'aide à la réparation est irrecevable dans les cas suivants :

1° lorsque la demande concerne des dommages survenus en dehors du territoire délimité dans l'arrêté du Gouvernement reconnaissant la calamité;

2° lorsque la demande concerne des dommages survenus à une autre date que celle(s) reprise(s) dans l'arrêté du Gouvernement reconnaissant la calamité;

3° lorsque le demandeur ne respecte pas les articles 6 et 7;

4° lorsque le demandeur ne respecte pas le délai d'introduction de la demande d'aide visé à l'article 10, § 2. Toutefois, le demandeur qui peut invoquer un cas de force majeure ou justifier le dépôt tardif de sa demande, peut encore introduire celle-ci avant l'expiration du troisième mois qui suit celui au cours duquel soit l'empêchement, soit les raisons justifiant le retard, ont cessé d'exister;

5° lorsque le demandeur n'a pas sollicité l'intervention de sa compagnie d'assurance dans les cas où les biens endommagés sont couverts par un contrat d'assurance.

#### Section 2. — Expertise

**Art. 11.** L'instruction de la demande d'aide à la réparation est effectuée par l'Administration.

En vue d'assurer, à tous les stades de la procédure d'indemnisation, le contrôle des demandes d'aide à la réparation, l'Administration peut procéder à toutes constatations, expertises, vérifications, auditions de tiers et, en général, à toutes recherches et investigations qui lui semblent nécessaires à la prise de décision.

**Art. 12.** Dans le cadre de cette instruction, la constatation des dommages est réalisée contradictoirement entre l'expert désigné par l'Administration et le demandeur ou son représentant légal.

L'Administration a recours à des experts internes ou externes afin de procéder à la constatation et à l'estimation des dommages. Il ne peut toutefois être fait appel à des experts externes que lorsque le Service public de Wallonie est dans l'impossibilité d'affecter temporairement les spécialistes nécessaires.

Ces experts ont, pour l'exécution de leur mission, les pouvoirs définis à l'article 11. Ils fournissent un rapport de constatation des dommages à l'Administration.

#### Section 3. — Fixation et affectation de l'aide à la réparation

**Art. 13.** Les dommages pris en considération en vertu du chapitre 4 sont évalués sur la base du coût normal, à la date de la calamité, de la réparation, de la reconstruction ou de la reconstitution des biens sinistrés, y compris le montant des taxes correspondantes, compte tenu des parties ou éléments réutilisables ainsi que de la valeur des matériaux ou éléments récupérables ou des épaves ou mitrailles.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'estimation des dommages conformément aux dispositions du premier alinéa et suivant la nature des biens sinistrés. Ces modalités peuvent comporter des règles forfaitaires tant pour la détermination de la consistance des dommages que pour leur évaluation.

**Art. 14.** L'aide à la réparation est calculée suivant les modalités fixées par le Gouvernement. Il peut également adapter celle-ci en fonction de l'évolution du coût général moyen de la reconstitution ou de la réparation des biens endommagés.

Cette aide octroyée par le Gouvernement et les autres sommes éventuellement perçues comme indemnisation du préjudice, notamment au titre de polices d'assurance, n'excèdent pas 100 % du montant total du dommage.

**Art. 15.** L'Administration notifie au demandeur la décision motivée statuant sur la demande introduite et fixant, s'il y a droit, le montant de l'aide à la réparation. Une copie du rapport de constatation des dommages est, le cas échéant, également jointe à la décision.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le bénéficiaire est tenu d'affecter l'indemnité à la réparation, à la reconstruction ou à la reconstitution des biens sinistrés et ce, dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle la décision d'indemnisation est définitive. Il peut, toutefois, procéder à un aménagement nouveau des divers éléments composant lesdits biens à condition de n'en modifier ni la nature ni l'affectation.

Est valable le emploi dans les mêmes conditions avant l'octroi de l'aide à la réparation.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le bénéficiaire peut être tenu d'affecter l'aide à la réparation à la reconstruction d'un bien immobilier ou la réinstallation d'un local mobile, en dehors de la zone sinistrée ou de certaines parties de celle-ci.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités du contrôle du emploi et détermine les conditions dans lesquelles la dispense du emploi ou des dérogations aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être accordées.

## Section 4. — Voies de recours

**Art. 17.** La décision entachée d'erreur matérielle peut être rectifiée soit d'office, soit à l'initiative du demandeur.

En l'absence d'erreur matérielle, le demandeur peut toutefois solliciter un réexamen de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité, cette demande motivée de rectification ou de réexamen est adressée à l'Administration au plus tard soixante jours à dater de l'envoi de la décision. Le demandeur fournit la référence de la décision contestée.

La décision est notifiée dans les trente jours de la réception de la demande.

L'introduction d'un de ces recours administratifs suspend le délai de recours judiciaire.

CHAPITRE VI. — *Dommages au domaine public*

**Art. 18.** Le Gouvernement octroie et fixe, selon les modalités qu'il arrête, les montants de l'aide à la réparation relative à la réparation des dommages causés par une calamité aux biens du domaine public appartenant aux provinces, communes, intercommunales, centres publics d'action sociale, associations créées en vertu du Chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, régies communales autonomes, établissements publics chargés de l'organisation du culte ou d'offrir une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, et wateringues.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'aide à la réparation est, sous peine d'irrecevabilité, introduite avant l'expiration du sixième mois qui suit celui au cours duquel a été publié au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement wallon portant reconnaissance de la calamité publique.

§ 2. Toutefois, les pouvoirs publics sinistrés qui peuvent invoquer un cas de force majeure ou justifier le dépôt tardif de leur demande, peuvent encore introduire celle-ci avant l'expiration du sixième mois qui suit celui au cours duquel soit l'empêchement, soit les raisons justifiant le retard, ont cessé d'exister.

**Art. 20.** Les autres dispositions du Chapitre V s'appliquent aux dommages survenus au domaine public.

CHAPITRE VII. — *Dispositions réglant le financement*

**Art. 21.** Les dépenses afférentes à l'exécution du présent décret sont, conformément à l'article 3 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, couvertes par le Fonds wallon des calamités naturelles, division Fonds wallon des calamités publiques.

**Art. 22.** Toutes les sommes remboursées ou recouvrées sont versées au Fonds wallon des calamités naturelles suivant les modalités fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions diverses*

**Art. 23.** Le Fonds wallon des calamités naturelles est subrogé, à concurrence du montant des indemnités allouées, aux droits et actions des bénéficiaires du présent décret, à l'égard de toute personne physique ou morale ainsi que de toute personne de droit public belge, étrangère ou internationale, tenue de couvrir ou de réparer en tout ou en partie les dommages indemnisés.

Les bénéficiaires sont tenus de fournir tous documents et pièces qui leur sont réclamés pour l'exercice de ces droits et actions, sous peine de devoir rembourser les sommes dont le Fonds wallon des calamités naturelles n'aurait pu, de ce chef, poursuivre le recouvrement.

**Art. 24.** Lors de chaque calamité entraînant l'application du présent décret, toute entreprise d'assurances est tenue de fournir, sans frais, au sinistré qui lui en fait la demande, une copie des contrats d'assurance qui couvrent les biens du sinistré situés dans la région affectée par la calamité et ce, dans le délai de dix jours à compter de la date de la réception de la demande.

Une copie de toute proposition de paiement faite à un sinistré, en exécution d'un contrat d'assurance et au titre d'indemnisation de dommages causés par la calamité visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, doit être notifiée par l'assureur ou son mandataire à l'Administration dans les cinq jours qui suivent la date d'envoi de la proposition à l'intéressé.

A défaut de satisfaire aux obligations prévues aux alinéas précédents et sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions pénales prévues à l'article 28, l'entreprise d'assurances est solidairement responsable avec le sinistré du remboursement de toute somme qui, par suite de son omission, aurait été payée indûment au sinistré ou dont la restitution n'aurait pu lui être réclamée en temps utile.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales et abrogatoires*

**Art. 25.** Le présent décret s'applique aux calamités naturelles publiques survenues après la date de son entrée en vigueur.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Sont abrogés dans la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles :

1<sup>o</sup> l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, modifié par la loi du 21 mai 2003;

2<sup>o</sup> l'article 2, § 3, inséré par la loi du 21 mai 2003;

3<sup>o</sup> les articles 3 A; 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>; 8, § 1<sup>er</sup>, A : , 9 A; 10, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> et 42.

§ 2. Aux articles 1, 2, 11, 13, 19, 20, 21, 25, 27, 46, 48, 49 et 52 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'article 1, § 2, les mots "Sous réserve des dispositions de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>a," sont supprimés;

2° le paragraphe 2 de l'article 2 est remplacé par :

« La reconnaissance du fait dommageable comme justifiant l'application du 2° du paragraphe 1<sup>er</sup> fait l'objet, pour chaque calamité, d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cet arrêté est pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture. Il délimite l'étendue géographique du champ d'application de la loi. »;

3° à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, les mots "visé à l'article 9, A, 2° et B, 2°," sont remplacés par "visé à l'article 9, B, 2°,";

4° à l'article 11, § 2, 2°, les mots « visée à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2°, premier alinéa, et § 2, » sont remplacés par "visée à l'article 10, § 2,";

5° à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, les mots "des dispositions des articles 9, A, 2° et B, 2°, et 11," sont remplacés par "des dispositions des articles 9, B, 2°, et 11,";

6° à l'article 19, § 2, les mots "à l'intéressé et au Ministre des Travaux publics ou au Ministre de l'Agriculture, selon le cas," sont remplacés par "à l'intéressé et au Ministre de l'Agriculture";

7° à l'article 20, § 2, les mots « sauf si le Ministre des Travaux publics ou le Ministre de l'Agriculture, selon le cas, » sont remplacés par « sauf si le Ministre de l'Agriculture »;

8° à l'article 21, les mots "L'intéressé et, selon le cas, le Ministre des Travaux publics ou le Ministre de l'Agriculture, ou le délégué de ces Ministres, peuvent" sont remplacés par "L'intéressé et le Ministre de l'Agriculture, ou son délégué, peuvent";

9° à l'article 25, les mots "le Ministre des Travaux publics ou le Ministre de l'Agriculture, selon le cas," sont remplacés par "le Ministre de l'Agriculture";

10° à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, les mots "par le Ministre des Travaux publics ou le Ministre de l'Agriculture, selon le cas, ou le délégué de ces Ministres" sont remplacés par "par le Ministre de l'Agriculture ou son délégué";

11° à l'article 27, § 2, les mots "à la demande de l'intéressé ou du Ministre des Travaux publics ou du Ministre de l'Agriculture, selon le cas, ou du délégué de ces Ministres" sont remplacés par "à la demande de l'intéressé ou du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué";

12° à l'article 46, les mots "par le Ministre des Travaux publics ou par le Ministre de l'Agriculture," sont remplacés par "par le Ministre de l'Agriculture";

13° à l'article 48, les mots "ou par le Ministre des Travaux publics ou le Ministre de l'Agriculture, selon le cas," sont remplacés par "ou par le Ministre de l'Agriculture";

14° à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, les mots "Le gouverneur de province, le Ministre des travaux publics et le Ministre de l'Agriculture, ou leurs délégués," sont remplacés par "Le gouverneur de province et le Ministre de l'Agriculture, ou son délégué,";

15° à l'article 52, § 1<sup>er</sup>, les mots "par le Ministre des Travaux publics ou par le Ministre de l'Agriculture" sont remplacés par "par le Ministre de l'Agriculture".

§ 3. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 août 1976 relatif aux modalités d'estimation des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

2° l'arrêté royal du 20 août 1976 relatif à l'indemnisation des dommages causés aux biens meubles d'usage courant ou familial par des calamités naturelles;

3° l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant le barème de l'intervention financière de l'Etat dans les honoraires et frais des experts auxquels les sinistrés ont eu recours pour la constatation et l'évaluation des dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

4° l'arrêté royal du 29 mars 1977 relatif au emploi de l'intervention financière allouée pour la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles et aux modalités de contrôle de ce emploi;

5° l'arrêté royal du 14 septembre 1984 portant exécution de l'article 42 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

6° l'arrêté royal du 12 juillet 2006 octroyant une allocation de mission spéciale au personnel technique de la Régie des Bâtiments, mis à la disposition des gouverneurs de province pour le traitement de dossiers de calamités;

7° l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les conditions d'application de l'article 2, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

8° l'arrêté ministériel du 14 novembre 1984 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens du domaine public par des calamités naturelles.

§ 4. Dans l'intitulé des arrêtés royaux suivants :

1° l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

2° l'arrêté royal du 23 février 1977 fixant les conditions et les modalités de l'ouverture des crédits de restauration en matière de calamités naturelles, ainsi que la quotité et les taux d'intérêt et les frais dont l'Etat assume la charge;

3° l'arrêté royal du 14 juillet 1977 fixant les plantations, cultures et récoltes sur pied qui, en application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, peuvent normalement être couverts par des contrats d'assurance contre la grêle;

4° l'arrêté royal du 21 octobre 1982 fixant, en application de l'article 49, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les modalités de recours à des experts étrangers à l'administration, les obligations qui leur incombent ainsi que les barèmes des rémunérations qui leur sont allouées,

les mots "calamités naturelles" sont remplacés par les mots "calamités naturelles agricoles".

§ 5. A l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les mots "auprès du Ministre des Travaux publics, ou de son délégué, en cas de calamité publique, ou auprès du Ministre de l'Agriculture, ou de son délégué, en cas de calamité agricole," sont remplacés par "auprès du Ministre de l'Agriculture, ou de son délégué,".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 mai 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

—————  
Note  
—————

(1) *Session 2015-2016.*

*Documents du Parlement wallon*, 458 (2015-2016), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 25 mai 2016.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205146]

**26. MAI 2016. — Dekret über die Wiedergutmachung bestimmter Schäden,  
die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° allgemeine Naturkatastrophen: Naturereignisse außergewöhnlicher Art oder von nicht vorhersehbarer Heftigkeit, die schwere Schäden verursacht haben, und die den von der Regierung festgelegten Anerkennungskriterien entsprechen;

2° Eigentümer eines Gutes: derjenige, der zum Zeitpunkt der Naturkatastrophe entweder Eigentümer, Miteigentümer oder bloßer Eigentümer, oder Inhaber eines Erbpacht- oder Erbbaurechts, oder Mieter oder Käufer eines Gutes ist, das Gegenstand eines Mietkauf- oder eines Teilzahlungskaufvertrags ist;

3° landwirtschaftliche und gartenbauliche Güter: gewerblich genutzte Maschinen, Werkzeuge, Einfriedungen und Grundstücke, Saatgut, Vieh, Tierbestände, Geflügel, Fische, Pflanzungen, Kulturen, Ernten und zu landwirtschaftlichen bzw. gartenbaulichen Zwecken eingesetzte Produkte.

KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - Außer in den Fällen, in denen die Wiedergutmachung durch besondere Gesetze oder internationale Abkommen geregelt wird, geben die direkten, materiellen und feststehenden Schäden, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch allgemeine Naturkatastrophen an beweglichen oder unbeweglichen körperlichen Gütern verursacht worden sind, unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen Anlass zu einer Schadenersatzhilfe.

**Art. 3 - § 1** - Die Regierung bestimmt die Anerkennungskriterien für allgemeine Naturkatastrophen.

§ 2 - Für jedes Naturereignis ist die Anerkennung der Naturkatastrophe Gegenstand eines Erlasses der Regierung.

In diesem Erlass werden die räumliche und zeitliche Begrenzung und die Art des Naturereignisses angegeben.

**Art. 4** - Die Einleitung einer Haftpflichtklage zwecks der Wiedergutmachung des Schadens nach Artikel 2 steht der Inanspruchnahme der Schadenersatzzahlung nicht entgegen.

**Art. 5** - Personen, die dem eingetretenen Schaden Vorschub geleistet haben, werden in dem Maße, wie das Eintreten des Schadens auf eine Handlung oder Fahrlässigkeit ihrerseits zurückzuführen ist, vom Bezug der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Schadenersatzzahlung ausgeschlossen.

#### KAPITEL III — *Bezugsberechtigte der Schadenersatzzahlung*

**Art. 6** - Das Recht auf die Schadenersatzzahlung entsteht zum Zeitpunkt des Schadens zugunsten desjenigen, der zu diesem Zeitpunkt:

1° Eigentümer des in Artikel 8 genannten Gutes ist;

2° bei Schäden an landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern das in Artikel 8 genannte Gut betreibt, wenn es sich um Pflanzungen oder Ernten handelt.

**Art. 7** - Können die Schadenersatzzahlung erhalten:

1° natürliche Personen, die am Datum der Naturkatastrophe einen gewöhnlichen Wohnort oder einen Grundbesitz in der Wallonischen Region haben;

2° juristische Personen, die am Datum der Naturkatastrophe ihren Gesellschaftssitz oder einen Betriebsort in der Wallonischen Region haben.

#### KAPITEL IV — *Güter, für die eine Schadenersatzzahlung möglich ist*

**Art. 8** - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 9 können nur die Schäden an den nachstehend bestimmten beweglichen oder unbeweglichen körperlichen Gütern zu der nach vorliegendem Dekret organisierten Schadenersatzzahlung Anlass geben:

1° an bebauten unbeweglichen Gütern;

2° an mobilen Räumlichkeiten, die zu Wohnzwecken dienen;

3° an beweglichen Gütern für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch, nach den von der Regierung festgelegten Regeln;

4° an anderen beweglichen körperlichen Gütern, unter Ausschluss der Nachweise von Finanzanlageprodukten und von Bargeld, wenn sie in der Wallonischen Region verwendet werden:

a) entweder für den Betrieb eines Industrie-, Handwerks-, Handels-, Landwirtschafts- oder Gartenbauunternehmens;

b) für die Ausübung jeglichen anderen Berufs;

c) für die Tätigkeiten einer öffentlichen Einrichtung, einer gemeinnützigen Einrichtung, einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder einer Stiftung;

5° an landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern;

6° an Waldbeständen;

7° an Gütern, die zum öffentlichen Eigentum der in Artikel 23 aufgelisteten juristischen Personen gehören.

Die so bestimmten Güter umfassen die Betriebserzeugnisse, die beruflichen Erzeugnisse oder die sich aus den Tätigkeiten nach Absatz 1 Nr. 4, 5 und 6 ergebenden Erzeugnisse.

**Art. 9** - Von der Anwendung des vorliegenden Dekrets sind folgende Schäden ausgeschlossen:

1° Schäden

a) an Pflanzungen und Kulturen, wenn es sich um Hagelschäden handelt;

b) an Luxusgütern oder luxuriösen Teilen von Gütern;

c) an Schiffen und Booten im Sinne von Artikel 1 und 271 von Buch II des Handelsgesetzbuches;

d) an weniger als fünf Jahre alten Motorfahrzeugen;

2° ästhetische Schäden: Schäden, die den normalen Gebrauch des beschädigten Gutes nicht beeinträchtigen. Schäden an unbeweglichen oder beweglichen körperlichen Gütern, die eine materielle Schädigung touristischer, architektonischer oder symbolischer Art an einem unter Denkmalschutz stehenden Gebäude oder Standort verursachen würden, gelten nicht als ästhetische Schäden im Sinne vorliegenden Dekrets;

3° Schäden infolge Brand, Blitzschlag oder Explosion;

4° wenn die anerkannten Naturereignisse gemäß den Artikeln 123 ff. des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen starke Niederschläge oder Überschwemmungen oder das Überlaufen oder der Rückstau von öffentlichen Kanalisationen oder Erdbeben oder Erdbeben oder Bodensenkungen sind, Schäden;

a) an Gütern, die einfache Risiken darstellen, im Sinne von Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1992 zur Ausführung des Gesetzes von 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag;

b) an landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern, die durch einen Versicherungsvertrag "einfache Risiken" gedeckt werden können, wie z.B. eingebrachten Ernten, lebendem Vieh in Gebäuden, in Gebäuden befindlichem Material.

Ausnahmsweise sind die in Artikel 9 Nr. 4 festgelegten Ausschlussklauseln nicht auf die natürlichen Personen anwendbar, die aufgrund der Vermögenslage nicht versichert sind, und die am Tage der anerkannten Naturkatastrophe in Anwendung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung auf ein Eingliederungseinkommen oder in Anwendung des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren auf eine entsprechende finanzielle Unterstützung Anspruch haben;

5° wenn die in Artikel 8 genannten beschädigten Güter, die juristischen Personen gehören, durch einen Versicherungsvertrag gedeckt werden können.

#### KAPITEL V — Verfahren für die Entschädigung

##### Abschnitt 1 — Einreichung und Zulässigkeit des Antrags

**Art. 10 - § 1** - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung wird an die Verwaltung gerichtet. Er muss vom Antragsteller oder seinem gesetzlichen Vertreter unterzeichnet werden.

Wird der Antrag durch einen Vertreter unterzeichnet, muss Letzterer in allen Fällen vor seiner Unterschrift alle Personen anführen, die ihn bevollmächtigt haben.

Für alle geschädigten Güter, die ihm gehören, reicht der Antragsteller einen Antrag pro von der Regierung anerkannte Naturkatastrophe ein.

Ungeteilte geschädigte Güter können Gegenstand eines gemeinsamen Antrags sein, der von den Miteigentümern oder ihrem Vertreter eingereicht wird.

Wenn die Miteigentümerversammlung einen Verwalter bestellt hat, obliegt es Letzterem, den Antrag auf Schadenersatzzahlung für die gemeinsamen Schäden einzureichen.

Ehepartner und zusammenwohnende Partner können für ihre gesamten Güter einen einzigen Antrag einreichen.

§ 2 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung wird vor dem Ablauf des dritten Monats nach demjenigen, im Laufe dessen der Erlass der Wallonischen Regierung zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, eingereicht.

Wenn der Antrag auf Schadenersatzzahlung von einer öffentlichen-rechtlichen juristischen Person für private Güter eingereicht wird, muss er vor dem Ablauf des sechsten Monats nach demjenigen, im Laufe dessen der Erlass der Wallonischen Regierung zur Anerkennung einer allgemeinen Naturkatastrophe im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, eingereicht werden.

§ 3 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung muss gemäß den von der Regierung festgelegten Formen und Bestimmungen eingereicht werden.

§ 4 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung ist in folgenden Fällen unzulässig:

1° wenn der Antrag Schäden betrifft, die außerhalb des im Erlass der Regierung zur Anerkennung der Naturkatastrophe abgegrenzten Gebiets aufgetreten sind;

2° wenn der Antrag Schäden betrifft, die an einem anderen Datum als dem(den)jenigen, das (die) im Erlass der Regierung zur Anerkennung der Naturkatastrophe festgelegt ist (sind) aufgetreten sind;

3° wenn der Antragsteller die Bestimmungen von Artikel 6 und 7 nicht einhält;

4° wenn der Antragsteller die Frist für das Einreichen des Antrags auf Schadenersatzzahlung nach Artikel 10 § 2 nicht einhält. Der Antragsteller, der sich auf höhere Gewalt berufen kann, oder der die verspätete Einreichung seines Antrags begründen kann, hat jedoch die Möglichkeit, Letzteren vor dem Ablauf des dritten Monats nach demjenigen, im Laufe dessen die höhere Gewalt oder die Gründe für die Verspätung nicht mehr vorlagen, einzureichen;

5° wenn der Antragsteller in den Fällen, wo die geschädigten Güter durch einen Versicherungsvertrag gedeckt werden, die Intervention seiner Versicherungsgesellschaft nicht beantragt hat.

##### Abschnitt 2 — Schadensgutachten

**Art. 11** - Die Untersuchung des Antrags auf Schadenersatzzahlung wird von der Verwaltung vorgenommen.

Um zu jedem Zeitpunkt des Entschädigungsverfahrens die Kontrolle der Anträge auf Schadenersatzzahlung zu gewährleisten, kann die Verwaltung alle Feststellungen, Schätzungen, Überprüfungen, Anhörungen Dritter und im Allgemeinen alle Ermittlungen und Untersuchungen vornehmen, die ihr zur Beschlussfassung als zweckdienlich erscheinen.

**Art. 12** - Im Rahmen dieser Untersuchung erfolgt die Feststellung der Schäden kontradiktorisch zwischen dem von der Verwaltung bestellten Sachverständigen und dem Antragsteller oder seinem gesetzlichen Vertreter.

Die Verwaltung bestellt interne oder externe Sachverständige, um die Schäden festzustellen und abzuschätzen. Externe Sachverständige können jedoch nur dann angerufen werden, wenn der Öffentliche Dienst der Wallonie nicht instande ist, die notwendigen Fachkräfte zeitweilig einzusetzen.

Zwecks der Erfüllung ihrer Aufgabe verfügen diese Sachverständigen über die in Artikel 11 genannten Befugnisse. Sie übermitteln der Verwaltung einen Bericht über die festgestellten Schäden.

##### Abschnitt 3 — Festlegung und Verwendungszweck der Schadenersatzzahlung

**Art. 13** - Die kraft Kapitel IV berücksichtigten Schäden werden auf Basis der normalen Kosten der Reparatur, des Wiederaufbaus oder der Wiederherstellung der geschädigten Güter zum Datum der Naturkatastrophe abgeschätzt, einschließlich des Betrags der betreffenden Steuern, unter Berücksichtigung der wiederverwendbaren Teile oder Elemente sowie des Werts der wiederverwertbaren Materialien oder Elemente oder der Wracks oder des Alteisens.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Abschätzung der Schäden gemäß den Bestimmungen von Absatz 1 und aufgrund der Art der geschädigten Güter. Diese Modalitäten können sowohl für die Bestimmung des Umfangs der Schäden als auch für deren Abschätzung Pauschalregeln umfassen.

**Art. 14** - Die Schadenersatzzahlung wird nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten berechnet. Die Regierung kann sie ebenfalls je nach der Entwicklung der allgemeinen Durchschnittskosten der Wiederherstellung oder Reparatur der geschädigten Güter anpassen.

Diese von der Regierung gewährte Zahlung und die sonstigen Beträge, die ggf. als Schadenersatz bezogen werden, insbesondere im Rahmen eines Versicherungsvertrags, dürfen nicht über 100% des Gesamtbetrags des Schadens liegen.

**Art. 15** - Die Verwaltung stellt dem Antragsteller den begründeten Beschluss über den eingereichten Antrag zu, in dem der Betrag der Schadenersatzzahlung festgelegt wird, insofern er darauf Anspruch hat. Eine Abschrift des Schadensberichts wird dem Beschluss ggf. beigefügt.

**Art. 16 - § 1** - Der Empfänger der Schadenersatzzahlung ist verpflichtet, Letztere für die Reparatur, den Wiederaufbau oder die Wiederherstellung der geschädigten Güter zu verwenden, dies binnen einer Frist von drei Jahren ab dem Datum, an dem der Entschädigungsbeschluss definitiv geworden ist. Er kann die verschiedenen Elemente, die die besagten Güter bilden, jedoch neu anlegen, unter der Bedingung, weder ihre Art noch ihre Zweckbestimmung zu verändern.

Eine unter denselben Bedingungen vor Gewährung der Schadenersatzzahlung erfolgte Wiederanlegung ist gültig.

**§ 2** - Abweichend von Paragraph 1 kann der Zahlungsempfänger verpflichtet werden, die Schadenersatzzahlung für den Wiederaufbau eines Gebäudes oder die Wiedereinrichtung einer mobilen Räumlichkeit außerhalb des Katastrophengebiets oder bestimmter Bereiche dieses Gebiets zu verwenden.

**§ 3** - Die Regierung legt die Modalitäten für die Kontrolle der Wiederanlegung fest, und bestimmt die Bedingungen, unter denen die Befreiung von der Wiederanlegungsfrist oder Abweichungen von den Bestimmungen von Paragraph 1 gewährt werden können.

#### Abschnitt 4 — Rechtsmittel

**Art. 17** - Ein Beschluss, der einen materiellen Irrtum aufweist, kann entweder von Amts wegen oder auf Initiative des Antragstellers berichtigt werden.

Wenn es keinen materiellen Irrtum gibt, kann der Antragsteller jedoch eine erneute Überprüfung des Beschlusses beantragen.

Unter Androhung der Unzulässigkeit wird dieser begründete Antrag auf Berichtigung oder erneute Überprüfung spätestens sechzig Tage ab der Einsendung des Beschlusses an die Verwaltung gerichtet. Der Antragsteller teilt die Bezugsdaten des angefochtenen Beschlusses mit.

Der Beschluss wird binnen dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags zugestellt.

Die Einreichung einer dieser administrativen Beschwerden setzt die Frist für den gerichtlichen Rechtsbehelf aus.

#### KAPITEL VI — Schäden am öffentlichen Eigentum

**Art. 18** - Die Regierung gewährt und bestimmt nach von ihr festgelegten Modalitäten die Beträge der Schadenersatzzahlung für die Wiedergutmachung der Schäden, die durch eine Naturkatastrophe an den Gütern des öffentlichen Eigentums entstanden sind, die den Provinzen, den Gemeinden, den Interkommunalen, den öffentlichen Sozialhilfezentren, den kraft Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren gegründeten Vereinigungen, den autonomen Gemeinderegionen, den öffentlichen Einrichtungen, die mit der Organisation des Kultes oder mit der Leistung moralischen Beistands aufgrund einer nichtkonfessionellen Weltanschauung beauftragt sind, und den Bewässerungsgenossenschaften gehören.

**Art. 19 - § 1** - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung wird unter Androhung der Unzulässigkeit vor dem Ablauf des sechsten Monats nach demjenigen, im Laufe dessen der Erlass der Wallonischen Regierung zur Anerkennung der allgemeinen Naturkatastrophe im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, eingereicht.

**§ 2** - Die geschädigten öffentlichen Behörden, die sich auf höhere Gewalt berufen können, oder die die verspätete Einreichung ihres Antrags begründen können, haben jedoch die Möglichkeit, Letzteren vor dem Ablauf des sechsten Monats nach demjenigen, im Laufe dessen die höhere Gewalt oder die Gründe für die Verspätung nicht mehr vorlagen, einzureichen.

**Art. 20** - Die weiteren Bestimmungen von Kapitel V sind auf die Schäden am öffentlichen Eigentum anwendbar.

#### KAPITEL VII — Bestimmungen über die Finanzierung

**Art. 21** - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen werden die Ausgaben im Rahmen der Ausführung vorliegenden Dekrets durch den Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen, Abteilung Wallonischer Fonds für allgemeine Naturkatastrophen, gedeckt.

**Art. 22** - Alle erstatteten oder beigetriebenen Beträge werden nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten dem Wallonischen Fonds für Naturkatastrophen überwiesen.

#### KAPITEL VIII — Verschiedene Bestimmungen

**Art. 23** - Der Wallonische Fonds für Naturkatastrophen tritt gegenüber jeder natürlichen oder juristischen Person sowie gegenüber jeder belgischen, ausländischen oder überstaatlichen öffentlich-rechtlichen Person, die verpflichtet ist, die Schäden, für die eine Entschädigung gezahlt wird, ganz oder teilweise zu decken oder wieder gutzumachen, bis zu dem Betrag der gewährten Entschädigungen in die Rechte und Ansprüche der Bezugsberechtigten des vorliegenden Dekrets ein.

Die Bezugsberechtigten müssen alle Dokumente und Schriftstücke übermitteln, die für die Ausübung dieser Rechte und Ansprüche von ihnen verlangt werden; andernfalls müssen sie die Beträge, die der Wallonische Fonds für Naturkatastrophen aus diesem Grund nicht hat eintreiben können, zurückbezahlen.

**Art. 24** - Bei jeder Naturkatastrophe, die die Anwendung vorliegenden Dekrets mit sich bringt, muss jedes Versicherungsunternehmen dem Geschädigten auf dessen Antrag hin innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang dieses Antrags kostenlos eine Abschrift der Versicherungsverträge, die die im Gebiet der Naturkatastrophe befindlichen Güter des Geschädigten decken, übermitteln.

Eine Abschrift jedes Zahlungsvorschlags, der einem Geschädigten in Ausführung eines Versicherungsvertrags und als Entschädigung für Schäden, die durch die in Paragraph 1 genannte Naturkatastrophe entstanden sind, gemacht wird, muss der Verwaltung vom Versicherer oder von seinem Beauftragten innerhalb von fünf Tagen nach Absendung des Vorschlags an den Interessierenden notifiziert werden.

Wird den in den vorstehenden Absätzen vorgesehenen Verpflichtungen nicht entsprochen und unbeschadet der eventuellen Anwendung der in Artikel 28 vorgesehenen Strafbestimmungen, haftet das Versicherungsunternehmen gesamtschuldnerisch mit dem Geschädigten für die Rückzahlung jedes Betrags, der infolge seines Versäumnisses dem Geschädigten unberechtigterweise gezahlt worden ist oder dessen Rückzahlung nicht zu gegebener Zeit von ihm hat verlangt werden können.

KAPITEL IX — *Schluss- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 25** - Vorliegendes Dekret ist auf die allgemeinen Naturkatastrophen anwendbar, die sich nach dessen Inkrafttreten ereignet haben.

**Art. 26** - § 1 - In dem Gesetz vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden werden folgende Bestimmungen aufgehoben:

1° Artikel 2 § 1 Nr. 1, abgeändert durch das Gesetz vom 21. Mai 2003;

2° Artikel 2 § 3, eingefügt durch das Gesetz vom 21. Mai 2003;

3° die Artikel 3 Buchstabe A, 5 § 1 Nr. 1, 8 § 1 Buchstabe A, 9 Buchstabe A, 10, § 1 Nr. 1 und 3, und 42.

§ 2 - Die Artikel 1, 2, 11, 13, 19, 20, 21, 25, 27, 46, 48, 49 und 52 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden werden wie folgt abgeändert:

1° in Artikel 1 § 2 werden die Wörter "Unter Vorbehalt der Bestimmungen von Artikel 10 § 1 Nr. 5 Buchstabe a)" gestrichen;

2° Artikel 2 Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Für die Anerkennung des schädigenden Ereignisses als solches, das die Anwendung von Paragraph 1 Nr. 2 rechtfertigt, bedarf es bei jeder Katastrophe eines im Ministerrat beratenen Königlichen Erlasses. Dieser Erlass wird auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft verabschiedet. Er steckt den geographischen Raum des Anwendungsbereichs des Gesetzes ab.»;

3° in Artikel 11 § 1 werden die Wörter "in Artikel 9 Buchstabe A Nr. 2 und Buchstabe B Nr. 2 erwähnten" durch "in Artikel 9 Buchstabe B Nr. 2 erwähnten" ersetzt.

4° in Artikel 11 § 2 Nr. 2 werden die Wörter "Artikel 10 § 1 Nr. 2 Absatz 1 und § 2" durch "Artikel 10 § 2" ersetzt;

5° in Artikel 13 § 1 werden die Wörter "der Bestimmungen der Artikel 9 Buchstabe A Nr. 2 und Buchstabe B Nr. 2 und 11" durch "der Bestimmungen der Artikel 9 Buchstabe B Nr. 2, und 11" ersetzt;

6° in Artikel 19 § 2 werden die Wörter "dem Interessehabenden und je nach Fall dem Minister der Öffentlichen Arbeiten oder dem Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "dem Interessehabenden und dem Minister für Landwirtschaft" ersetzt;

7° in Artikel 20 § 2 werden die Wörter "außer wenn je nach Fall der Minister der Öffentlichen Arbeiten oder der Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "außer wenn der Minister für Landwirtschaft" ersetzt;

8° in Artikel 21 werden die Wörter "Der Interessehabende und je nach Fall der Minister der Öffentlichen Arbeiten oder der Minister der Landwirtschaft oder der Beauftragte dieser Minister können" durch die Wörter "Der Interessehabende und der Minister für Landwirtschaft, oder sein Beauftragter können" ersetzt;

9° in Artikel 25 werden die Wörter "je nach Fall der Minister der Öffentlichen Arbeiten oder der Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "der Minister für Landwirtschaft" ersetzt;

10° in Artikel 27 § 1 letzter Absatz werden die Wörter "vom Minister der Öffentlichen Arbeiten oder vom Minister der Landwirtschaft oder vom Beauftragten dieser Minister" durch die Wörter "vom Minister für Landwirtschaft oder seinem Beauftragten" ersetzt;

11° in Artikel 27 § 2 werden die Wörter "auf Antrag des Interessehabenden oder, je nach Fall, des Ministers der Öffentlichen Arbeiten beziehungsweise des Ministers der Landwirtschaft oder des Beauftragten dieser Minister" durch die Wörter "auf Antrag des Interessehabenden oder des Ministers für Landwirtschaft oder seines Beauftragten" ersetzt;

12° in Artikel 46 werden die Wörter "vom Minister der Öffentlichen Arbeiten oder vom Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "vom Minister für Landwirtschaft" ersetzt;

13° in Artikel 48 werden die Wörter "je nach Fall vom Minister der Öffentlichen Arbeiten oder vom Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "vom Minister für Landwirtschaft" ersetzt;

14° in Artikel 49 § 1 werden die Wörter "Der Provinzgouverneur, der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Minister der Landwirtschaft oder ihre Beauftragten" durch die Wörter "Der Provinzgouverneur und der Minister für Landwirtschaft oder sein Beauftragter" ersetzt;

15° in Artikel 52 § 1 werden die Wörter "vom Minister der Öffentlichen Arbeiten oder vom Minister der Landwirtschaft" durch die Wörter "vom Minister für Landwirtschaft" ersetzt.

§ 3 - Werden außer Kraft gesetzt:

1° der Königliche Erlass vom 20. August 1976 zur Festlegung der Modalitäten für die Schätzung der Schäden, die durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursacht werden;

2° der Königliche Erlass vom 20. August 1976 über die Entschädigung der durch Naturkatastrophen (allgemeine Naturkatastrophen) verursachten Schäden an beweglichen Gütern für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch;

3° der Königliche Erlass vom 24. Februar 1977 zur Festlegung der Tabelle der finanziellen Beteiligung des Staates an den Honoraren und Kosten für Sachverständige, auf die Geschädigte haben zurückgreifen müssen für die Feststellung und Abschätzung der durch Naturkatastrophen (allgemeine Katastrophen) an Privatgütern verursachten Schäden;

4° der Königlicher Erlass vom 29. März 1977 über die Wiederanlegung der finanziellen Beteiligung, die für die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden gewährt wird, und über die Modalitäten für die Kontrolle dieser Wiederanlegung;

5° der Königliche Erlass vom 14. September 1984 zur Ausführung von Artikel 42 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden;

6° der Königliche Erlass vom 12. Juli 2006 zur Gewährung einer Sonderauftragszulage an das technische Personal der Gebäuderegie, das zwecks der Bearbeitung von Akten im Rahmen von Naturkatastrophen den Provinzgouverneuren zur Verfügung gestellt wird;

7° der Königliche Erlass vom 20. Dezember 2007 zur Festlegung der Bedingungen für die Anwendung von Artikel 2 § 3 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden;

8° der ministerielle Erlass vom 14. November 1984 zur Festlegung der form- und fristgebundenen Bedingungen für die Einreichung der Anträge auf finanzielle Beteiligung aufgrund bestimmter durch Naturkatastrophen an Gütern des öffentlichen Eigentums verursachter Schäden.

§ 4 - In der Überschrift folgender Königlicher Erlasse:

1° der Königliche Erlass vom 18. August 1976 zur Festlegung der form- und fristgebundenen Bedingungen für die Einreichung der Anträge auf finanzielle Beteiligung aufgrund bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden,

2° der Königliche Erlass vom 23. Februar 1977 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Eröffnung von Instandsetzungskrediten im Rahmen von Naturkatastrophen, sowie des Anteils und der Zinssätze und der Kosten, die vom Staat übernommen werden,

3° der Königliche Erlass vom 14. Juli 1977 zur Bestimmung der Anpflanzungen, Kulturen, Ernten auf dem Halm, die Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden normalerweise durch Hagelversicherungsverträge gedeckt werden können,

4° der Königliche Erlass vom 21. Oktober 1982 zur Festlegung, in Anwendung von Artikel 49 § 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden, der Modalitäten für die Berufung auf nicht zur Verwaltung gehörende Sachverständige, der Verpflichtungen, die diese Sachverständigen haben, sowie der Tabellen für die ihnen gewährten Vergütungen,

wird das Wort "Naturkatastrophen" durch die Wörter "landwirtschaftliche Naturkatastrophen" bzw. "landwirtschaftlichen Naturkatastrophen" ersetzt, und werden ggf. die Wörter "(allgemeine Naturkatastrophen und landwirtschaftliche Naturkatastrophen)" gestrichen.

§ 5 - In Artikel 5 § 3 des Königlichen Erlasses vom 18. August 1976 zur Festlegung der form- und fristgebundenen Bedingungen für die Einreichung der Anträge auf finanzielle Beteiligung aufgrund bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden werden die Wörter "beim Minister der Öffentlichen Arbeiten oder seinem Beauftragten im Falle einer allgemeinen Naturkatastrophe, oder beim Minister der Landwirtschaft oder seinem Beauftragten im Falle einer landwirtschaftlichen Naturkatastrophe" durch "beim Minister für Landwirtschaft oder seinem Beauftragten" ersetzt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. Mai 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2015-2016*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments* 458 (2015-2016), Nrn. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 25. Mai 2016

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205146]

**26 MEI 2016. — Decreet betreffende het herstel van sommige schade veroorzaakt door algemene natuurrampen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° algemene rampen : natuurverschijnselen met uitzonderlijk karakter of van een on voorzienbare hevigheid die aanzienlijke schade hebben veroorzaakt en die beantwoorden aan de door de Regering bepaalde erkenningscriteria;

2° eigenaar van een goed : hij die, wanneer de ramp zich voordoet, hetzij eigenaar, mede-eigenaar of blote eigenaar is, hetzij titularis is van een recht van erfpacht of van opstal, hetzij huurder of koper is van een goed volgens een contract van "huurkoop" of van een contract van verkoop op afbetaling;

3° land- en tuinbouwgoederen : machines, gereedschap, omheiningen en terreinen, zaaigoed, vee, veestapel, pluimvee, vissen, beplantingen, teelten, oogsten en producten voor land- of tuinbouwgebruik, voor beroepsdoeleinden.

#### HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

**Art. 2.** Behalve in de gevallen waarin het herstel bij een bijzondere wetgeving of internationale overeenkomsten geregeld wordt, geven rechtstreekse materiële schade en bepaalde schade die door algemene natuurrampen aan roerende of onroerende lichamelijke goederen toegebracht worden op het grondgebied van het Waalse Gewest aanleiding tot een hersteltegoetkoming onder de voorwaarden waarin dit decreet voorziet.

**Art. 3.** § 1. De Regering bepaalt de criteria tot erkenning van de algemene rampen.

§ 2. De erkenning van de ramp is voor elk natuurverschijnsel het voorwerp van een besluit van de Regering.

In dat besluit worden de geografische oppervlakte en het type natuurverschijnsel van de ramp bepaald.

**Art. 4.** De indiening van een vordering tot schadevergoeding met het oog op het schadeherstel omschreven in artikel 2 belemmert het verkrijgen van de hersteltegoetkoming niet.

**Art. 5.** De personen die tot het ontstaan van de schade bijgedragen hebben, zijn uitgesloten uit het voordeel van de hersteltegoetkoming waarin dit decreet voorziet, voor zover de schade aan hun handeling of aan hun nalatigheid te wijten is.

#### HOOFDSTUK III. — *Rechthebbende op de hersteltegoetkoming*

**Art. 6.** Het recht op de hersteltegoetkoming ontstaat op het ogenblik van de schade in hoofde van degene die, op dat ogenblik :

1° eigenaar is van het goed bedoeld in artikel 8;

2° het in artikel 8 bedoelde goed uitbaat, in geval van schade aan de land- en tuinbouwgoederen als het gaat om beplantingen of oogsten.

**Art. 7.** Komen in aanmerking voor het voordeel van de hersteltegoetkoming :

1° de natuurlijke personen die op de datum van de ramp hun gewone verblijfplaats of een onroerende eigendom in het Waalse Gewest hebben;

2° de rechtspersonen waarvan de maatschappelijke zetel of een bedrijfszetel op de datum van de ramp gevestigd is op het grondgebied van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK IV. — *Vergoedbare goederen*

**Art. 8.** Onverminderd de bepalingen van artikel 9, kan de bij dit decreet geregelde hersteltegoetkoming slechts verleend worden voor schade toegebracht aan de volgende roerende of onroerende lichamelijke goederen :

1° de gebouwde onroerende goederen;

2° de verplaatsbare lokalen die voor woning bestemd zijn;

3° de roerende goederen voor dagelijks of huiselijk gebruik, overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels;

4° de overige roerende lichamelijke goederen, met uitsluiting van de effecten van financiële beleggingsproducten en speciën, als ze in het Waalse Gewest aangewend worden :

a) hetzij voor de uitbating van een nijverheids-, ambachts-, handels-, land- of tuinbouwonderneming;

b) hetzij voor de uitoefening van elk ander beroep;

c) hetzij voor de bedrijvigheden van een openbare instelling, van een instelling van openbaar nut of van een vereniging zonder winstgevend doel of een stichting;

5° de land- en tuinbouwgoederen :

6° de bosaanplantingen;

7° de goederen die behoren tot het openbaar domein van de rechtspersonen opgesomd in artikel 23.

De aldus omschreven goederen omvatten de producten van de uitbating, het beroep of de activiteiten bedoeld in het eerste lid, 4°, 5° en 6°.

**Art. 9.** De volgende schade valt niet onder het toepassingsveld van dit decreet :

1° de schade veroorzaakt :

a) aan de beplantingen en teelten als ze aan hagel te wijten is;

b) aan de goederen of delen van goederen met weeldekarakter;

c) aan de schepen en boten, zoals omschreven in de artikelen 1 en 271 van Boek II van het Handelswetboek;

d) aan de motorvoertuigen die minder dan vijf jaar oud zijn;

2° esthetische schade : schade die het gewone gebruik van het geteisterde goed niet hindert. Schade aan onroerende of roerende lichamelijke goederen met als gevolg materiële nadelen op toeristisch, architecturaal of symbolisch vlak m.b.t. een beschermd gebouw of een beschermde plek vormt geen esthetische schade in de zin van dit decreet;

3° schade te wijten aan brand, bliksem of aan een ontploffing;

4° als de erkende natuurverschijnselen, overeenkomstig de artikelen 123 en volgende van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, verband houden met overvloedige regen of overstromingen of met het overlopen of de opstuwing van openbare rioleringen of aardbevingen of aardverschuivingen of grondverzakkingen, de schade :

a) aan de goederen die een eenvoudig risico vormen in de zin van artikel 5 van het koninklijk besluit van 24 december 1992 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst;

b) aan de land- en tuinbouwgoederen die gedekt kunnen worden door een verzekeringsovereenkomst 'eenvoudige risico's', zoals de binnengehaalde oogsten, de levende veestapel binnen de gebouwen, het materiaal binnen de gebouwen.

Afwijkingshalve zijn de in artikel 9, 4°, bedoelde uitsluitingsoorzaken niet toepasselijk op de natuurlijke personen die vanwege hun vermogenstoestand niet verzekerd zijn en die op de dag van de erkende ramp recht hebben op een leefloon overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of op een gelijkwaardige financiële tegemoetkoming overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

5° als de aan rechtspersonen toebehorende beschadigde goederen bedoeld in artikel 8 door een verzekeringsovereenkomst gedekt kunnen worden.

#### HOOFDSTUK V. — *Vergoedingsprocedure.*

##### *Afdeling 1. —* Indiening en ontvankelijkheid van de aanvraag

**Art. 10.** § 1. De aanvraag tot hersteltegemoetkoming wordt aan de Administratie gericht. Ze wordt ondertekend door de aanvrager of door diens wettelijke vertegenwoordiger.

Als de aanvraag door een gemachtigde ondertekend wordt, moet laatstgenoemde zijn handtekening in ieder geval laten voorafgaan door de melding van de personen die hem gemachtigd hebben.

De aanvrager dient voor het geheel van de hem toebehorende geteisterde goederen één aanvraag in per ramp die door de Regering erkend wordt.

De onverdeelde geteisterde goederen kunnen het voorwerp uitmaken van een gezamenlijke aanvraag die door de mede-eigenaars of door hun gemachtigde ingediend wordt.

Wanneer de vergadering van de mede-eigenaars een syndicus heeft aangewezen, moet laatstgenoemde de aanvraag tot hersteltegemoetkoming voor de gezamenlijke schade indienen.

De echtgenoten en samenwonenden kunnen één enkele aanvraag voor het geheel van hun goederen indienen.

§ 2. De aanvraag tot hersteltegemoetkoming wordt ingediend voor het verstrijken van de derde maand na die in de loop waarvan het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van een algemene ramp in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Als de aanvraag tot hersteltegemoetkoming voor privé goederen wordt ingediend door een publiekrechtelijke rechtspersoon, moet ze ingediend worden voor het verstrijken van de zesde maand na die in de loop waarvan het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van een algemene ramp in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 3. De aanvraag tot hersteltegemoetkoming wordt ingediend in de vormen en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 4. De aanvraag tot hersteltegemoetkoming is niet ontvankelijk in de volgende gevallen :

1° als ze betrekking heeft op schade ontstaan buiten het grondgebied afgebakend in het besluit van de Regering tot erkenning van de ramp;

2° als ze betrekking heeft op schade ontstaan op een andere datum dan die vermeld in het besluit van de Regering tot erkenning van de ramp;

3° als de aanvrager de artikelen 6 en 7 niet naleeft;

4° als de aanvrager zich niet houdt aan de in artikel 10, § 2, bedoelde termijn voor de indiening van de aanvraag. De aanvrager die een geval van overmacht kan invoeren of het bewijs kan leveren van de laattijdige indiening van zijn aanvraag, kan ze evenwel nog indienen voor het verstrijken van de derde maand na die in de loop waarvan het beletsel of de redenen tot rechtvaardiging van de vertraging opgehouden hebben te bestaan;

5° als de aanvrager niet verzocht heeft om de tussenkomst van zijn verzekeringsmaatschappij in de gevallen waarin de beschadigde goederen door een verzekeringsovereenkomst gedekt zijn.

##### *Afdeling 2. —* Expertise

**Art. 11.** De aanvraag tot hersteltegemoetkoming wordt onderzocht door de Administratie.

Om in alle fasen van de vergoedingsprocedure te zorgen voor de controle op de aanvragen tot hersteltegemoetkoming, kan de Administratie overgaan tot alle vaststellingen, expertises, verificaties, verhoren van derden en, in het algemeen, tot alle onderzoeken en investigaties die ze nodig acht voor haar besluitvorming.

**Art. 12.** In het kader van dat onderzoek wordt de schade vastgesteld in aanwezigheid van de deskundige die door de Administratie aangewezen wordt en de aanvrager of diens wettelijke vertegenwoordiger.

De Administratie doet een beroep op interne of externe deskundigen om de schade vast te stellen en te ramen. Er kan slechts een beroep gedaan worden op externe deskundigen als de Waalse overheidsdienst onmogelijk de nodige specialisten tijdelijk kan aanstellen.

Deze deskundigen beschikken over de bevoegdheden omschreven in artikel 11 om hun opdracht uit te voeren. Ze richten een rapport aan de Administratie m.b.t. de vaststelling van de schade.

##### *Afdeling 3. —* Vaststelling en bestemming van de hersteltegemoetkoming

**Art. 13.** De krachtens hoofdstuk 4 in aanmerking genomen schade wordt geraamd op basis van de normale prijs, op de datum van de ramp, van het herstel, de heropbouw of de restauratie van de geteisterde goederen, met inbegrip van het bedrag van de overeenstemmende belastingen, rekening houdend met de herbuikbare delen of elementen alsook met de waarde van de recupereerbare materialen of elementen of van wrakken of schroot.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de raming van de schade overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid en naar gelang van de aard van de geteisterde goederen. Die modaliteiten kunnen vaste regels inhouden zowel voor de bepaling van de omvang van de schade als voor de beoordeling ervan.

**Art. 14.** De hersteltegemoetkoming wordt berekend volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. De Regering kan de hersteltegemoetkoming ook aanpassen naar gelang van de evolutie van de gemiddelde algemene prijs van de wedersamenstelling of van het herstel van de beschadigde goederen.

Deze tegemoetkoming, die door de Regering toegekend wordt, en de overige sommen, eventueel ontvangen als schadevergoeding, met name via verzekeringspolissen, bedragen niet meer dan 100 % van het totaalbedrag van de schade.

**Art. 15.** De Administratie geeft de aanvrager kennis van de gemotiveerde beslissing waarbij ze zich uitspreekt over de ingediende aanvraag en waarbij het bedrag van de hersteltegoetkoming wordt vastgelegd, indien hij daar recht op heeft. Een afschrift van het rapport met de vaststelling van de schade wordt desgevallend bij de beslissing gevoegd.

**Art. 16.** § 1. De rechthebbende moet de vergoeding voor het herstel, de wederopbouw of de wedersamenstelling van de geteisterde goederen bestemmen binnen een termijn van drie jaar, met ingang op de datum waarop de beslissing tot vergoeding definitief is. Hij mag evenwel overgaan tot een nieuwe inrichting van de verscheidene elementen waaruit genoemde goederen bestaan voor zover de aard noch de bestemming ervan gewijzigd worden.

Wederbelegging onder dezelfde voorwaarden is geldig voor de toekenning van de hersteltegoetkoming.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, is het mogelijk dat de rechthebbende de hersteltegoetkoming moet aanwenden voor de heropbouw van een onroerend goed of de herinstallatie van een verplaatsbaar lokaal buiten de geteisterde zone of bepaalde delen ervan.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het toezicht op de wederbelegging en de voorwaarden waaronder de vrijstelling van wederbelegging of afwijkingen van paragraaf 1 verleend kunnen worden.

#### Afdeling 4. — Beroepswegen

**Art. 17.** De beslissing aangetast door een materiële vergissing kan rechtgezet worden, hetzij ambtshalve, hetzij op initiatief van de aanvrager.

Bij gebrek aan materiële vergissing kan de aanvrager evenwel verozken om een hernieuwd onderzoek van de beslissing.

Het gemotiveerd verzoek om rechtzetting of hernieuwd onderzoek wordt uiterlijk zestig dagen, met ingang op de datum van verzending van de beslissing, aan de Administratie gericht, op straffe van niet-ontvankelijkheid. De aanvrager deelt de referentie van de betwiste beslissing mee.

De beslissing wordt betekend binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

De indiening van één van die administratieve beroepen schorst de termijn van het gerechtelijk beroep.

#### HOOFDSTUK VI. — Schade toegebracht aan het openbaar domein

**Art. 18.** De Regering verleent en bepaalt, volgens de modaliteiten die zij vastlegt, de bedragen van de hersteltegoetkoming betreffende het herstel van de schade toegebracht door een ramp aan de goederen van het openbaar domein dat toebehoort aan de provincies, gemeenten, intercommunales, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, verenigingen opgericht krachtens Hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, autonome gemeentebedrijven, openbare instellingen belast met de organisatie van de eredienst of met het verlenen van morele diensten op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing en wateringen.

**Art. 19.** § 1. De aanvraag tot hersteltegoetkoming wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend voor het verstrijken van de zesde maand na die in de loop waarvan het besluit van de Waalse Regering tot erkenning van de algemene ramp in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 2. De geteisterde overheden die een geval van overmacht kunnen invoeren of het bewijs van de laattijdige indiening van hun aanvraag kunnen leveren, mogen ze nog indienen voor het verstrijken van de zesde maand na die in de loop waarvan het beletsel of de redenen tot rechtvaardiging van de vertraging opgehouden hebben te bestaan.

**Art. 20.** De overige bepalingen van Hoofdstuk V zijn van toepassing op de schade toegebracht aan het openbaar domein.

#### HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot regeling van de financiering

**Art. 21.** De uitgaven m.b.t. de uitvoering van dit decreet worden gedekt door het "Fonds wallon des calamités naturelles, division Fonds wallon des calamités" (Waaals fonds natuurrampen, afdeling Waaals fonds natuurrampen), overeenkomstig artikel 3 van het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit.

**Art. 22.** Alle terugbetaalde of ingevorderde sommen worden aan het "Fonds wallon des calamités naturelles" gestort volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

#### HOOFDSTUK VIII. — Diverse bepalingen

**Art. 23.** Het "Fonds wallon des calamités naturelles" wordt ten belope van het bedrag van de toegekende vergoedingen in de rechten en handelingen van de in dit decreet bedoelde rechthebbenden gesteld t.o.v. elke natuurlijke of rechtspersoon alsook van elke Belgische, buitenlandse of internationale publiekrechtelijke persoon die ertoe verplicht is de vergoede schade geheel of gedeeltelijk te dekken of te herstellen.

De rechthebbenden zijn ertoe verplicht alle documenten en stukken te verstrekken die vereist worden voor de uitoefening van die rechten en handelingen, op straffe van terugbetaling van de sommen waarvan het "Fonds wallon des calamités naturelles", uit dien hoofde, de invordering niet zou hebben kunnen voortzetten.

**Art. 24.** Bij elke ramp waarop dit decreet van toepassing is, moet elk verzekeringsbedrijf binnen tien dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag, gratis een afschrift van de verzekeringsovereenkomsten die de in de door de ramp getroffen regio gelegen goederen dekken, verschaffen aan het slachtoffer dat hem daarom verzoekt.

Een afschrift van elk voorstel tot betaling dat aan een slachtoffer wordt gedaan ter uitvoering van een verzekeringsovereenkomst en ter vergoeding van schade veroorzaakt door de ramp bedoeld in paragraaf 1, moet door de verzekeraar of diens gemachtigde aan de Administratie gericht worden binnen vijf dagen na de datum waarop het voorstel aan betrokkene is gezonden.

Bij gebrek aan nakoming van de verplichtingen bedoeld in de vorige leden en onverminderd de eventuele toepassing van de strafbepalingen waarin artikel 28 voorziet, is het verzekeringsbedrijf hoofdelijk aansprakelijk met het slachtoffer voor de terugbetaling van elke som die door zijn verzuim onrechtmatig aan het slachtoffer zou zijn betaald of waarvan de terugbetaling niet tijdig kon worden teruggevorderd.

## HOOFDSTUK IX. — Slot- en opheffingsbepalingen.

**Art. 25.** Dit decreet is van toepassing op de algemene natuurrampen die zich hebben voorgedaan na de datum van inwerkingtreding ervan.

**Art. 26.** § 1. In de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen worden opgeheven :

1° artikel 2, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 21 mei 2003;

2° artikel 2,, § 3, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003;

3° de artikelen 3 A; 5, § 1, 1°; 8, § 1, A : , 9 A; 10, § 1, 1° en 3° en 42.

§ 2. In de artikelen 1, 2, 11, 13, 19, 20, 21, 25, 27, 46, 48, 49 en 52 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1, § 2, worden de woorden "Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 10, § 1, 5°a," geschrapt;

2° paragraaf 2 van artikel 2 wordt vervangen als volgt :

« De erkenning van het schadelijk feit, de toepassing van 2° van paragraaf 1 rechtvaardigend, maakt, voor elke ramp, het voorwerp uit van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Dit besluit wordt genomen op de voordracht van de Minister van Landbouw. Het omschrijft de geografische uitgestrektheid van het toepassingsgebied van de wet. »;

3° in artikel 11, § 1, worden de woorden "bedoeld in artikel 9, A, 2° en B, 2°," vervangen door "bedoeld in artikel 9, B, 2°,";

4° in artikel 11, § 2, 2°, worden de woorden "bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, eerste lid, en § 2," vervangen door "bedoeld in artikel 10, § 2,";

5° in artikel 13, § 1, worden de woorden "de bepalingen van de artikelen 9, A, 2° en B, 2°, en 11," vervangen door "de bepalingen van de artikelen 9, B, 2°, en 11,";

6° in artikel 19, § 2, worden de woorden les mots "aan belanghebbende en aan de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval," vervangen door "aan belanghebbende en aan de Minister van Landbouw";

7° in artikel 20, § 2, worden de woorden "uitgezonderd als de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval," vervangen door "behalve als de Minister van Landbouw";

8° in artikel 21 worden de woorden "De belanghebbende, en, naargelang van het geval, de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, of hun gemachtigde, kunnen" vervangen door "De belanghebbende en de Minister van Landbouw, of diens gemachtigde, kunnen";

9° in artikel 25 worden de woorden "de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval," vervangen door "de Minister van Landbouw";

10° in artikel 27, § 1, laatste lid, worden de woorden "door de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval, of hun gemachtigde" vervangen door "door de Minister van Landbouw of diens gemachtigde";

11° in artikel 27, § 2, worden de woorden "op verzoek van de belanghebbende of van de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval, of hun gemachtigde" vervangen door "op verzoek van de belanghebbende of van de Minister van Landbouw of diens gemachtigde";

12° in artikel 46 worden de woorden "door de Minister van Openbare Werken of door de Minister van Landbouw," vervangen door "door de Minister van Landbouw";

13° in artikel 48 worden de woorden "of door de Minister van Openbare Werken of de Minister van Landbouw, naargelang van het geval," vervangen door "of door de Minister van Landbouw";

14° in artikel 49, § 1, worden de woorden "De provinciegouverneur, de Minister van Openbare Werken en de Minister van Landbouw, of hun gemachtigde" vervangen door "De provinciegouverneur en de Minister van Landbouw, of diens gemachtigde";

15° in artikel 52, § 1, worden de woorden "door de Minister van Openbare Werken of door de Minister van Landbouw" vervangen door "door de Minister van Landbouw";

§ 3. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 20 augustus 1976 betreffende de wijzen van raming van de schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen;

2° het koninklijk besluit van 20 augustus 1976 betreffende de vergoeding der schade aangericht aan roerende goederen van dagelijks of huiselijk gebruik door natuurrampen;

3° het koninklijk besluit van 24 februari 1977 tot vaststelling van het tarief der financiële staatstegemoetkoming in de erelonen en onkosten van de deskundigen waarop de getroffen een beroep hebben gedaan voor de vaststelling en de schatting der schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen;

4° het koninklijk besluit van 29 maart 1977 betreffende de wederbelegging van de financiële tegemoetkoming verleend voor het herstel van zekere schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen en betreffende de wijzen van toezicht op die wederbelegging;

5° het koninklijk besluit van 14 september 1984 houdende uitvoering van artikel 42 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen;

6° het koninklijk besluit van 12 juli 2006 houdende toekenning van een toelage van bijzondere opdracht aan het technisch personeel van de Regie der Gebouwen, ter beschikking gesteld van de provinciegouverneurs voor de behandeling van rampenschadedossiers;

7° het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toepassing van artikel 2, § 3, eerste lid, 2°, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

8° het ministerieel besluit van 14 november 1984 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan openbare domeingoederen veroorzaakt door natuurrampen.

§ 4. In het opschrift van de volgende koninklijke besluiten :

1° het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen;

2° het koninklijk besluit van 23 februari 1977 tot bepaling van de voorwaarden en de wijzen van opening van de herstell kredieten inzake natuurrampen, en van het rentevoetgedeelte en de kosten waarvan de Staat de last op zich neemt;

3° het koninklijk besluit van 14 juli 1977 tot vaststelling van de beplantingen, teelten en oogsten te velde die, voor toepassing van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, normaal door een verzekeringscontract tegen hagel kunnen gedekt worden;

4° koninklijk besluit van 21 oktober 1982 tot vaststelling in toepassing van artikel 49, § 1, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen van de wijzen waarop beroep kan gedaan worden op niet tot de administratie behorende deskundigen, de verplichtingen die zij hebben evenals de schalen van de hen toegekende vergoedingen, worden de woorden "natuurrampen" vervangen door de woorden "landbouwrampen".

§ 5. In artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen, worden de woorden "bij de Minister van Openbare Werken, of zijn afgevaardigde, ingeval van algemene ramp, of bij de Minister van Landbouw, of zijn afgevaardigde, ingeval van landbouwrampe," vervangen door de woorden "bij de Minister van Landbouw, of diens gemachtigde,".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 mei 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—  
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Stukken van het Waals Parlement, 458 (2015-2016), nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, plenaire zitting van 25 mei 2016.*

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205148]

**6 OCTOBRE 2016. — Décret modifiant le décret du 26 mai 2016  
relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, les mots "la procédure et" sont insérés entre les mots "fixe" et les mots "les critères de reconnaissance".

**Art. 2.** Dans l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "et liquidée" sont insérés entre les mots "est calculée" et les mots "suivant les modalités".

**Art. 3.** Dans l'article 24, alinéa 3, du même décret, les mots "et sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions pénales prévues à l'article 28," sont supprimés.